



**HAL**  
open science

## La pensée positive au service de la parentalité ou l'inverse ?

Claude Martin

► **To cite this version:**

Claude Martin. La pensée positive au service de la parentalité ou l'inverse ?. Spirale, 2019, 91, pp. 61-69. 10.3917/spi.091.0061 . halshs-02375645

**HAL Id: halshs-02375645**

**<https://shs.hal.science/halshs-02375645>**

Submitted on 22 Nov 2019

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Martin, Claude, (2019), « La pensée positive au service de la parentalité ou l'inverse ? », *Spirale*, n°91, p. 61-69

## La pensée positive au service de la parentalité ou l'inverse ?

Claude Martin

sociologue, directeur de recherche au CNRS

Chaire CNAF – EHESP « Enfance, bien-être, parentalité »

UMR 6051 Arènes, université de Rennes

Bien-être, bonheur, réussite, pensée positive, d'un côté ; ras-le-bol, ressentiment, sentiment d'injustice, colère sociale, de l'autre, ne seraient-ils pas les deux faces d'une même pièce, qui dit beaucoup de l'air du temps ?

Ce courant de « pensée positive » considère que l'on peut aller mieux, réussir mieux, éduquer mieux, en changeant son regard sur le monde et en modifiant certaines de nos pratiques, toutes choses égales par ailleurs, quel que soit le contexte, quelles que soient les contraintes de la vie que l'on mène. Soyez positif ! Regardez le verre à moitié plein plutôt qu'à moitié vide ! Si vous voulez être fréquentables, agréables, employables ; si vous voulez être bien perçus, bien notés, investissez en vous-même, travaillez vos attitudes, vos comportements ! Vous verrez, tout peut changer, ... maintenant.

La parentalité positive est pétrie de ce même type de mantra. Elle est aussi manifestement un bon produit sur le marché du conseil ou de ce que l'on dénomme aujourd'hui le coaching. Les experts en bonheur et bien-être et en coaching prolifèrent et dispensent leurs « techniques » et « méthodes » avec une capacité d'expansion et d'influence décuplée par le recours à internet, aux réseaux sociaux et aux blogs, et ce que ce soit en matière de vie privée et singulièrement de parentalité ; ou dans le monde du travail avec les techniques de management ; ou encore dans le monde de l'éducation, qui, elle aussi bien entendu, peut être positive.

La force des arguments de ce courant résiderait principalement dans une équation combinant pragmatisme (ne retenir que ce qui marche, ce qui est efficace) ; « preuves » (des évidences scientifiques, notamment au sens de la preuve des essais randomisés – *evidence-based*) ; et simplicité (au point de soutenir des idées auxquelles personne ne peut s'opposer). Qui pourrait par exemple

s'insurger contre l'idée qu'il faille abolir la violence dans les rapports aux enfants au profit de la bienveillance ? Voilà bien des énoncés qui s'apparentent à la fameuse phrase de Don Vito Corleone : « an offer you can't refuse ».

Mais ces idées positives et bienveillantes, qui semblent aller de soi, masquent aussi ce dont il faut discuter. A savoir, d'une part, le fait qu'elles sont portées par des experts ou supposés tels, qui défendent des parts de marché et, d'autre part, plus fondamentalement, que ces idées proposent des réponses individualisées aux questions posées par l'insuffisance de bien-être, des réponses qui décontextualisent le problème auquel on entend répondre, des réponses qui en somme le dépolitisent. On ne se demande pas, par exemple, si la société dans laquelle nous vivons est bienveillante. On n'interroge pas les conditions de cette bienveillance sociétale, ni la manière dont on pourrait collectivement faire évoluer la situation. On ne se demande pas si le monde du travail actuel est bienveillant, ou si la condition parentale actuelle est compatible avec les attentes et besoins en temps et ressources des nouvelles générations. La réponse proposée par ces « positivistes » consiste à nous équiper individuellement de Jiminy Crickets qui nous sussurent à l'oreille des solutions toutes faites, ou, pour ce qui concerne le monde du travail, à désigner des *chief happiness officers* chargés du bien-être dans l'entreprise, c'est-à-dire bien souvent à huiler les rouages de systèmes sous tension.

Dans cette brève réflexion, je ne m'attellerai pas à mettre en question les supposés fondements scientifiques de la psychologie positive et/ou de la parentalité positive promues par ces innombrables experts en bonheur. D'autres s'y sont employés et ont développé des analyses méthodiques et rigoureuses qu'il suffit de consulter pour se forger un point de vue<sup>1</sup>. Plus modestement, je souhaite ici contribuer à lutter contre l'amnésie qui me semble bien souvent régner dans ces discussions sur la pensée positive et nous interroger collectivement sur ce dont ce formidable déploiement d'arguments pourrait être l'expression ou le symptôme aujourd'hui. Je défends qu'on ne peut faire l'impasse sur le contexte pour tenter de comprendre ce qui fait problème, qui ne résume jamais à une question de comportement individuel. Il faut donc selon moi discuter d'abord de cette question : « quel est le problème ? », pour construire des réponses, de l'action collective et des politiques publiques. La parentalité ne serait-elle pas avant tout une question collective, une question politique ?

---

<sup>1</sup> . Sur les limites de la psychologie positive, Voir par exemple Cabanas E. (2018), « Positive psychology and the legitimation of individualism », *Theory and Psychology*, vol. 28 (1), p. 3-19. B. S. Held (2018), "Positive psychology's a priori problem", *Journal of Humanistic Psychology*, vol. 58 (3), p. 313-342. Pour une synthèse, voir E. Cabanas , E. Illouz, (2019), *Happycratie. Comment l'industrie du Bonheur a pris le contrôle de nos vies*. Premier parallèle. Sur les limites de l'éducation positive, voir G. Biesta (2010), *Good Education in an Age of Measurement*. Abigdon, Routledge. Sur les limites des programmes *evidence-based* de soutien à la parentalité, voir M. Vandembroek, G. Roets, N. Geens, (2014), « Les politiques parentales à la flamande », in C. Martin (dir), « *Être un bon parent* » : *un injonction contemporaine*, Rennes Presses de l'EHESP, p. 151-166 et X. Briffault, (2016), *Santé mentale, santé publique. Un pavé dans la mare des bonnes intentions*. Grenoble, PUG

## Quoi de neuf ?

La parentalité positive s'inscrit dans un mouvement général de promotion du bien-être et du bonheur. Bien entendu, cette réflexion sur le bonheur n'est en rien nouvelle<sup>2</sup>. Elle est la manifestation d'une demande insatiable, d'une quête toujours renouvelée. Le bonheur n'est-il pas, depuis Platon et Aristote, « la fin suprême de nos actions » ? Aller bien, se porter bien, mener une « vie bonne » et créer pour ses enfants les conditions de leur bien-être sont des invariants de l'histoire humaine. Mais cette quête s'inscrit dans des contextes et fait l'objet de controverses et d'affrontements d'idées. Sans nous étendre sur cette longue histoire de la quête du bonheur et ses variations au fil du temps, on peut poser quelques jalons pour comprendre à quel point le contexte importe, mais aussi à quel point la définition du bonheur et de ses conditions d'accès font l'objet d'une lutte pour la définition du problème.

Ainsi, par exemple, en pleine Troisième République, au moment de l'avènement de la sociologie Durkheimienne et du solidarisme, le philosophe Paul Souriau écrivait dans son ouvrage intitulé *Les Conditions du bonheur* :

« Qu'est-ce que le bonheur ? Jusqu'à quel point vaut-il qu'on le recherche ? Que pouvons-nous faire pour nous l'assurer ? Voilà des questions dont il est utile, je pense, de montrer l'intérêt pratique. Une seule chose peut étonner : c'est que nous éprouvions le besoin de les poser à nouveau. Tous les philosophes, tous les moralistes ont dit leur mot sur ces problèmes. Le sujet semble bien rebattu. Pourquoi donc y revenons-nous ? C'est qu'il faudra toujours y revenir. L'humanité évolue. Les conditions de l'existence se modifient, et avec elles les conditions du bonheur. De nouvelles adaptations s'imposent. Nous ne pouvons plus être heureux à la façon de nos pères. Il est donc nécessaire de remanier quelque peu les anciennes théories, qui ne correspondent plus tout à fait à notre mentalité propre et à notre état social actuel. [...] La morale antique était individualiste. L'homme y était considéré isolément, comme un être indépendant, livré à lui-même, chargé de se procurer par ses propres moyens tout son bonheur. Une conception aussi étroite ne serait plus possible aujourd'hui. Les faits sociaux nous apparaissent dans leur complexité. Nous avons acquis la notion de solidarité humaine. Une théorie du bonheur, qui ne tiendrait pas compte de ses conditions sociales, ne saurait plus être prise au sérieux »<sup>3</sup>.

Avec le recul de plus d'un siècle, on peut déjà se demander si nous ne sommes pas confrontés à un retour vers l'individualisme des Anciens, ou plutôt à l'avènement d'une forme nouvelle d'individualisme, dont les fondations ne sont plus tant morales que marchandes ?

---

<sup>2</sup> Les lignes qui suivent s'inspirent de l'éditorial et de notes critiques rédigées en vue d'un numéro thématique de la Revue de politiques sociales et familiales consacré au bien-être des enfants et qui sera publié à la fin de l'année 2019. Voir *Revue de politiques sociales et familiales / Social and Family Policies Review*, numéro thématique « Understanding Children's Well-Being : A Political Issue », n°132-133, 3<sup>ème</sup> trimestre 2019 (sous la direction de Claude Martin, Julia Buzaud, Kevin Diter et Zoé Perron).

<sup>3</sup> P. Souriau, (1908), *Les conditions du bonheur*. Paris, Armand Colin, p. 1-2.

Autre contexte, peu après, en pleine crise des années 1930, émergent une autre lecture et d'autres propositions en provenance cette fois de la tradition conservatrice : la création par quelques dames d'œuvre épaulées par des pédopsychiatres et quelques grands clercs, de l'« école des parents ». Loin de se reconnaître dans les leçons de la sociologie naissante, ou de certaines ambitions de la santé publique et de la conception du rôle de l'Etat portée par l'élite républicaine de l'époque, ces femmes et ces hommes s'inquiètent de l'intrusion des instituteurs, ces « hussards de la République », sur le terrain du travail parental. L'école des parents entend sanctuariser et optimiser la fonction parentale et faire en sorte que les parents parlent aux parents, en s'adossant sur la vision de la famille promulguée par l'Eglise catholique, et en s'abreuvant des conseils d'experts en pédopsychiatrie et en développement de l'enfant. Vérine, la fondatrice de l'école des parents ira même plus loin en contribuant au programme de la révolution nationale du Maréchal Pétain et en proposant d'insuffler dans toutes les familles « un esprit nouveau dans les multiples domaines de son activité, afin que les foyers ne soient plus ni 1830, ni 1900, ni 1938, mais vraiment : 1941. Cet esprit, c'est l'esprit de la collaboration ». <sup>4</sup> Ces deux moments du début du 20<sup>ème</sup> siècle montrent à quel point ces questions sont éminemment politisées, et le plus souvent sous couvert de science et de nouvelles connaissances<sup>5</sup>.

Qu'en est-il du courant de la « pensée positive ? Une fois encore, il s'agit d'une vieille idée, qui a voyagé et évolué au fil du temps. On la trouve surtout aux Etats-Unis et déjà sous la plume d'un pasteur protestant, Norman Vincent Peale, qui publie en 1952 un ouvrage intitulé : *The Power of Positive Thinking*, dans lequel il diffuse un message évangélique et toute une série de méthodes simples et pratiques destinées à redonner la confiance en soi nécessaire à toutes les victoires. Cet ouvrage sera vendu à des millions d'exemplaires. Selon cette vision du monde et de la vie, le bonheur est une question de choix, mais aussi bien sûr une question de méthode. Depuis cette époque, les prosélytes de la pensée positive diffusent un même ensemble d'idées qui, comme le soulignent Carl Cederström et André Spicer, « combinent la pensée magique (vous pouvez réaliser ce que vous voulez avec une attitude positive) avec une sévère insistance sur la responsabilité individuelle (si vous échouez, c'est de votre faute) » <sup>6</sup>. Dans un travail plus récent<sup>7</sup>, C. Cederström montre également comment cette idéologie a trouvé un nouveau souffle avec les idées véhiculées par la *Beat Generation*, articulant individualisme, sagesse orientale et hédonisme, tout en se convertissant au marché.

---

<sup>4</sup> Vérine (1941), « La famille », dans *France 1941. La révolution nationale constructive. Un bilan et un programme*. Paris, éditions Alsatia, p. 205.

<sup>5</sup> Pour la période de l'Après-Guerre, on lira l'ouvrage de Rémy Pavin, (2013), *Histoire du bonheur en France depuis 1945*. Paris, Flammarion.

<sup>6</sup> C. Cederström & A. Spicer (2015), *The Wellness Syndrome*. Cambridge, Polity press, p. 64 (notre traduction).

<sup>7</sup> C. Cederström (2018), *The Happiness Fantasy*. Cambridge, Polity press.

La révolution de la psychologie positive et ses Papes, à commencer par Martin Seligman, devenu le Président de la puissante Association américaine de psychologie en 1998, vont donner à ces idées une caution scientifique, mais aussi de puissants soutiens économiques, qu'il s'agisse de fonds de l'armée américaine ou d'un grand nombre de grandes entreprises. Car, en plus d'être un formidable marché pour quelques auteurs à succès, cette idéologie va susciter l'attention des acteurs politiques et leur **fournir** des arguments pour leur programmes politiques. Les exemples sont nombreux.

John T. Bruer, qui fut le Président d'une des grandes fondations en charge du soutien aux recherches biomédicales et en neurosciences aux USA a ainsi montré dans un brillant essai publié en 1999 comment cette politisation des données biomédicales en neuroscience ont permis par exemple d'inventer le mythe des trois premières années dans le développement de l'enfant. « Ce qui semblait avoir lieu (à la fin des années 1990) était qu'une sélection d'éléments plutôt anciens des sciences du cerveau étaient utilisées, et souvent mal interprétés, pour soutenir une vision préconçue du développement de l'enfant et de la politique de la petite enfance ». <sup>8</sup> Cet ouvrage mériterait d'être traduit au moment même où une mission sur les 1000 premiers jours de l'enfant (~~les 2 ou 3 premières années, en somme~~) vient d'être confiée par le Président Macron au pédopsychiatre Boris Cyrulnik. On devrait également traduire l'excellent ouvrage de Jan Macvarish sur les effets et travers du *Neuroparenting*<sup>9</sup>, autrement dit l'utilisation des neurosciences comme preuve des conséquences irrémédiables des pratiques parentales sur leurs enfants.

Parmi ces exemples, on peut mentionner la manière dont David Cameron<sup>10</sup> va s'emparer des leçons de la psychologie positive. Cet épisode est une des preuves les plus éclatantes de cette collusion entre ce courant d'idées et les défenseurs du néo-libéralisme. Cederström et Spicer, mais aussi Sam Binkley<sup>11</sup> exposent clairement ces usages et collusions. A les lire, on comprend pourquoi David Cameron a décidé de lancer une vaste étude sur le bien-être, au moment même où il faisait adopter de sévères mesures d'austérité. Pour ces auteurs, il est manifeste qu'il s'agissait avant tout de détourner l'attention et d'ouvrir un contre-feu aux ardentes discussions sociopolitiques du moment, en particulier sur l'effritement des services publics. En vendant le message de la psychologie positive, « vous avez votre destin entre vos mains », il était donc question de montrer qu'il était inutile d'attendre davantage des pouvoirs publics. Comme le souligne une fois encore un auteur comme Barbara Ehrenreich, « le revers

---

<sup>8</sup> J. T. Bruer (1999), *The Myth of the Three First Years. A New Understanding of Early Brain Development and Lifelong Learning*. New York, The Free Press, p. 3.

<sup>9</sup> J. Macvarish, (2016), *Neuroparenting. The Expert Invasion of Family Life*. Basingstoke, Palgrave Macmillan

<sup>10</sup> Lui qui considérait publiquement dans des allocutions en 2007 pour justifier ses réformes et notamment le recours aux neurosciences et à l'imagerie du cerveau : « We have the unhappiest children in the world » (« Nous avons les enfants les moins heureux du monde »).

<sup>11</sup> S. Binkley (2014), *Happiness as Enterprise. An Essay on Neoliberalism*. Albany, State university of New York press.

de la positivité est la sévère insistance sur la responsabilité personnelle »<sup>12</sup>. On peut méditer sur cet exemple pour analyser une fois encore la situation française contemporaine.

### Au-delà du conseil aux parents

Il me semble que l'on doit relier la montée d'influence de ces experts en bonheur et en réalisation personnelle, avec la longue chaîne du conseil aux parents, des experts en éducation et en élevage des enfants<sup>13</sup>. Ann Hulbert en a écrit l'histoire pour ce qui concerne les Etats-Unis<sup>14</sup>, opposant behavioristes et psychanalystes, et des écoles de psychologie du développement de l'enfant faisant appel à la construction cognitive, mais aussi affective et relationnelle, et bientôt neurologique de l'enfant, des théories de l'attachement de l'Après-Guerre aux dernières découvertes des neurosciences.

Ce marché du conseil aux parents a retrouvé des conditions de développement à la fin des années 1990, avec la poussée de la thématique de la responsabilité parentale. La parentalité positive défend ainsi que le travail parental a des conséquences majeures sur le devenir de l'enfant et pour le futur adulte. Elle a donc un double public et une double fonction : d'une part, rassurer les couches moyennes épuisées, soucieuses de la réussite de leurs enfants, de la reproduction de leurs propres conditions d'existence à défaut d'être sûr de leur ascension sociale (des consommateurs insatiables de techniques d'*intensive parenting*), et d'autre part, proposer des interventions pour les parents jugés incapables ou dont les compétences sont manifestement défailtantes (souvent avec des techniques et programmes comportementaux).

C'est à ce niveau qu'opère l'usage politique de cette offre. En se focalisant au même moment sur la montée des incivilités et de la délinquance juvénile dans les années 1990, sur la multiplication des « sauvagions » et de la « racaille », pour reprendre des expressions de figures politiques de premier plan en France, les acteurs politiques sont parvenus dans de nombreux pays (à commencer par l'Angleterre et la France) à faire des parents la source principale des troubles sociaux. Et, ce faisant, ils ont aussi contribué à faire des parents les premiers responsables de nombreuses questions sociales, d'où la montée en puissance du *parenting* ou de la parentalité comme objet de politiques à la fin des années 1990 et au début des années 2000, combinant un discours punitif et un discours d'accompagnement.

---

<sup>12</sup> B. Ehrenreich, (2009), *Smile or Die: How Positive Thinking Fooled America and the World*. London, Granta.

<sup>13</sup> La liste de ces experts en conseil parental est trop longue pour être exhaustive mais elle va du fameux Benjamin Spock à John Rosemond en passant Thomas Brazelton ou pour ce qui concerne la France de Laurence Pernoud à la non moins fameuse pédiatre et psychanalyste des enfants, Françoise Dolto.

<sup>14</sup> A. Hulbert, (2003), *Raising America. Experts, Parents and a Century of Advices about Children*. New York, Vintage books.

Un sociologue comme Frank Furedi a pointé et dénoncé ce processus en ces termes : « Le *parenting* est devenu l'une des questions les plus vivement débattues du 21<sup>ème</sup> siècle. Si la culture occidentale attache une telle importance au *parenting*, c'est qu'il est considéré potentiellement comme la source de tous les problèmes sociaux qui affectent nos communautés »... « Le déficit de compétence parentale est accusé d'être la cause des problèmes de santé mentale des enfants, des difficultés éducatives, des comportements antisociaux; les conséquences destructrices de cette mauvaise parentalité produisant leurs effets tout au long de la vie d'un individu »<sup>15</sup>.

En somme, cette emphase sur la fonction parentale, sur ces premiers agents de socialisation que sont les parents et même sur le rôle qu'ils jouent dès les premiers moments de la vie et notamment au cours des 1000 premiers jours, doit attirer notre attention. Il ne s'agit pas de faire le procès de ceux qui veulent mettre leurs savoirs au service du bien-être de la nouvelle génération. Je ne prétends pas qu'il y ait là un programme et une intentionnalité cachés. En revanche, je défends qu'il faut nous interroger sur les conséquences d'une telle focalisation de l'attention sur des parents et des enfants dont on oublie de mentionner le contexte, l'appartenance sociale, le genre, les conditions de vie en prétendant pouvoir, quel que soit ce contexte, améliorer les performances et le bien-être. Ainsi, par exemple, pourquoi ne pas reconnaître qu'en insistant lourdement sur les conséquences des pratiques parentales, on génère encore davantage d'anxiété parentale que de soulagement dans un contexte où beaucoup de parents tentent de faire de leur mieux, avec des contraintes qui les éloignent singulièrement de l'optimum, à commencer par le fait d'être suffisamment présents et disponibles compte-tenu des évolutions des formes de l'emploi, de la flexibilité et de l'imprévisibilité des horaires de travail, de la précarité des statuts, etc.,. Et sans oublier que derrière l'apparente neutralité de l'expression « parent » en termes de genre, il est encore question, comme par le passé de viser singulièrement les pratiques et compétences maternelles.

Des auteurs, comme Lynn Jamieson, ont depuis longtemps pointé les conséquences de ce type de lecture : « Accentuer la responsabilité du parent dans la définition des 'performances' de ses enfants a pour conséquence de transformer ces performances de l'enfant en jugement sur la compétence des parents (et augmente l'anxiété parentale) »<sup>16</sup>. Pourquoi ne pas suivre encore cette auteure lorsqu'elle nous alerte sur les conséquences qu'a incontestablement l'allongement de la cohabitation des jeunes, voire des jeunes adultes avec leurs parents sur leur communication mutuelle et sur l'entrée dans l'âge adulte de ces jeunes ? Comme elle l'écrit elle-même : « Les conditions qui prolongent la dépendance des jeunes à leurs parents débouchent sur une longue période au cours de laquelle les jeunes se

---

<sup>15</sup> F. Furedi (2014), « Foreword », in E. Lee, J. Bristow, C. Faircloth, J. Macvarish, *Parenting Culture Studies*. Basingstoke, Palgrave Macmillan.

<sup>16</sup> . L. Jamieson, (2005), *Intimacy. Personal Relationships in Modern Society*. Cambridge, Polity Press.



replient sur leur intimité dans leurs propres chambres, s'ils en ont une. La perception que la coresidence est due à une absence d'alternative ne fait rien pour améliorer la qualité des relations entre parents et enfants »<sup>17</sup>. Et le problème ne se résume pas à leur suggérer de mieux communiquer.

En somme, pourquoi ne pas réfléchir sur ce que le parentalisme positif dit de notre époque, de ce moment générationnel où les inquiétudes des parents s'enracinent dans une certaine peur du futur, avec la crainte du déclassement social, de la fin de l'ascenseur qui avait garanti depuis quelques générations un monde plus facile à la génération suivante. Penser la parentalité sans penser à tout ceci ne me semble guère crédible.

Les controverses sont aujourd'hui très vives sur ces questions et opposent ceux qui ont fait de ces sujets un véritable marché de conseils et ceux qui s'inquiètent, comme des lanceurs d'alerte, des effets délétères de cette injonction et marchandisation du bonheur et des émotions. Nombre d'entre eux (Binkley, 2014 ; Cederström et Spicer, 2015 ; Cederström, 2018 ; Cabanas et Illouz, 2018 ; Illouz, 2019) s'interrogent sur ce que cette course au développement personnel et individuel ou à la performance parentale dit de notre époque. Il est possible d'avancer avec ces auteurs que les expert-e-s en bonheur et autres coachs ont contribué à l'extension dans toutes les sphères de nos existences de l'idéologie néolibérale, et sans doute aussi à la montée de l'anxiété de nos contemporains et au sentiment de n'être pas « à la hauteur ». Le bien-être étant à la portée de chacun-e, ceux et celles qui n'y accèdent pas ne devraient s'en prendre qu'à eux-elles-mêmes, et non blâmer la situation sociale dans laquelle ils vivent, ni même les rapports de force, de pouvoir et de domination auxquels ils font face quotidiennement.

Les discussions sur les conditions du bonheur présent et futur prennent un accent particulier en France aujourd'hui, dans une période où se manifestent surtout, depuis de longs mois, le sentiment d'injustice, le « ras-le-bol » collectif, l'esprit de révolte, la peur du déclassement, la perte de confiance, voire le ressentiment ; un mal-être qui fracture et recompose tout à la fois les liens sociaux, les relations de travail et la vie politique. À croire que plus les notions de « bien-être », de « bonheur » et de « bonne parentalité » s'imposent dans le débat public, plus nous mesurons ce qui les compromet et nous en sépare, ou plus devient aiguë la conscience de notre inégal accès à ces conditions de félicité.

Tant que la parentalité positive n'aura pas pris à bras le corps la question des inégalités sociales, elle se mettra tout au plus au service de sa propre reproduction, de son propre marché. Et l'on pourra conclure que la parentalité est en fait mise au service de cette idéologie dite positive et de sa propre reproduction.

---

<sup>17</sup> Ibid, p. 74.